

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE

du 22 novembre 2005

prescrivant pour le front d'OTTROTT, de la carrière de la Société des Carrières de SAINT-NABOR aux lieux-dits "Buergerwald" et "Kolisacker", sur les communes de SAINT-NABOR et OTTROTT, une étude permettant d'établir pour sa partie Ouest les mêmes dispositifs de sécurité que ceux prescrits pour sa partie Est

**Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin**

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre Ier, et notamment son article L 512-7,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment son article 18,
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2000 prescrivant à la Société des Carrières de SAINT-NABOR, rue des Carrières à SAINT-NABOR, la mise en sécurité du site de sa carrière, et notamment la mise en sécurité du front d'OTTROTT,
- VU** le jugement en date du 17 avril 2002 de la Chambre Commerciale du Tribunal de Grande Instance de Saverne mettant fin à la procédure de redressement judiciaire ouverte le 19 mars 2002, prononçant la liquidation judiciaire à effet immédiat de la S.A. Société des Carrières de SAINT-NABOR à SAINT-NABOR et nommant un liquidateur,
- VU** la décision en date du 1^{er} septembre 2005 du Tribunal Administratif de STRASBOURG enjoignant au Préfet du Bas-Rhin de prescrire pour le front Ouest d'OTTROTT les mêmes dispositifs de sécurité que ceux prescrits pour le front Est,
- VU** le rapport du 15 septembre 2005 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis de la Commission départementale des carrières en date du 28 octobre 2005,

CONSIDÉRANT que l'exploitant de la Société des Carrières de SAINT-NABOR n'a pas respecté les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2000 lui imposant la mise en sécurité du site de sa carrière sur les bans des communes d'OTTROTT et de SAINT-NABOR,

CONSIDÉRANT que la Société des Carrières de SAINT-NABOR a été mise en liquidation judiciaire en date du 17 avril 2002,

CONSIDÉRANT qu'à la suite de cette mise en liquidation judiciaire, les travaux de mise en sécurité du site ont été interrompus et ne sont pas achevés,

CONSIDÉRANT que les travaux de mise en sécurité de cette carrière doivent être poursuivis,

CONSIDÉRANT que pour le front d'OTTROTT, le Tribunal Administratif de Strasbourg demande dans sa décision du 1^{er} septembre 2005, que les mêmes dispositifs de sécurité doivent être établis pour sa partie Ouest que ceux prescrits pour sa partie Est par l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2000,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prescrire une étude préalable avant de définir précisément les travaux à réaliser et que cette étude devra être validée par un tiers expert

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

Il est prescrit à la Société des Carrières de SAINT-NABOR, représentée par son liquidateur, M^e Fabienne WINDENBERGER-JENNER de réaliser la mise en sécurité de la partie Ouest du front d'OTTROTT de la carrière de SAINT-NABOR, avec la mise en place des mêmes banquettes et dispositifs de sécurité que ceux prescrits pour sa partie Est par l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2000.

Une étude préalable sera réalisée **dans un délai de 3 mois** par un bureau d'études choisi en accord avec l'Administration.

Article 2 :

La mise en sécurité de l'ensemble des fronts sera validée par un tiers expert et devra s'inscrire dans la continuité des travaux déjà prescrits sur ce front avec un souci d'intégration paysagère. Elle sera réalisée **dans un délai de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 3 :

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
 - le Sous-Préfet de MOLSHEIM,
 - le Maire de SAINT-NABOR,
 - le Maire d'OTTROTT,
 - l'Indivision BACHERT,
 - le Commandant du groupement de gendarmerie,
 - les inspecteurs des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée au liquidateur de la Société des Carrières de SAINT-NABOR.

Le Préfet,

Délais et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de six mois à compter de sa publication ou de son affichage.